

Des milliardaires pour nous sauver en cas de crise écologique ? C'est le projet fou d'une fondation

Soixante-seize scientifiques du Vieux Continent ont imaginé une fondation qui pourrait intervenir en cas d'inondation ou de crise alimentaire aiguë. Elle serait financée par les grandes fortunes européennes.

Par [Arnaud Gonzague](#)

Publié le [24 juin 2020 à 07h00](#) Mis à jour le 24 juin 2020 à 09h53

Temps de lecture 3 min



Venise inondée en 2019. (Photo d'illustration.) (Duilio Piaggese/Ipa/SIPA)

Elle a pour nom la Fondation européenne de Prévention des Crises environnementales et sanitaires (Fepces) et pour le moment, ce n'est qu'une idée, qui sera présentée jeudi 25 juin dans la revue « [Nature](#) ». Mais si elle se réalise, ce sera peut-être une étape importante dans l'histoire européenne. Son but : préparer des interventions d'urgence pour « *affronter convenablement les périodes chaotiques* » qui toucheront les populations européennes « *les plus durement frappées par les crises sanitaires ou environnementales* ».

Tels sont les mots de ce texte cosigné par 76 scientifiques issus de tous les pays européens, dont Françoise Barré-Sinoussi (prix Nobel de médecine et présidente du Comité Analyse Recherche et Expertise [CARE] qui conseille

le président Macron sur la crise du Covid), ou l'économiste Daniel Cohen (chroniqueur à « l'Obs »).

20 milliards d'euros de capital

Mais le plus étonnant, c'est que les scientifiques en appellent, pour financer cette fondation, à un public qu'a priori ils ne côtoient guère : les milliardaires. « *Si nous parvenons à convaincre une centaine de personnes au sein des 27 pays européens capables de contribuer chacun à hauteur de 200 millions d'euros, nous partirons sur un capital de 20 milliards – ce qui est moins de la moitié de la Fondation Bill et Melinda Gates mais permet d'envisager d'agir sérieusement* », expose ainsi Francis-André Wollman, l'un des signataires, expert en bioénergétique, directeur de recherche émérite au CNRS et membre de l'Académie des Sciences.

Concrètement, la Fepces aurait pour objectif d'intervenir en urgence pour secourir des populations européennes en proie à une crise sanitaire – par exemple, en distribuant massivement des masques – ou un épisode environnemental aigu. « *Aucun d'entre nous ne partage les vues des collapsologues*, précise Francis-André Wollman. *Mais nous écoutons nos collègues climatologues qui prévoient, depuis des années, des scénarios dus au réchauffement climatique : de grandes submersions, des pénuries soudaines d'eau douce, une crise alimentaire brutale... Il faut prévoir des interventions pour ces crises.* »

« Tout peut s'arrêter du jour au lendemain » : voyage dans la France collapsologue

Et les Etats ? Ne sont-ils pas précisément là pour ça ? « *La crise du Covid nous a montré que le temps de réponse des Etats est trop long pour parer aux besoins sanitaires les plus urgents*, explique le biologiste. *Au début de la pandémie, l'Italie, puis l'Espagne, n'ont bénéficié d'aucune solidarité européenne, ce qui m'a beaucoup frappé : ils étaient seuls, soutenus seulement par... la Chine.* »

« Privatisation » de l'urgence ?

Mais il se défend de stigmatiser les politiques : « *Il est bien naturel que des Etats mettent en place des contrôles juridiques et administratifs avant de programmer ces interventions coûteuses. Le fait est, tout de même, qu'il manque un instrument léger qui puisse mettre en place très rapidement des interventions partout en Europe.* » Un instrument financé donc par la philanthropie des plus fortunés.

Mais pour lever toute inquiétude sur le risque d'une « privatisation » de ce qui reste fonction régaliennne, Francis-André Wollman rappelle que « *cette*

fondation n'a aucune vocation à se substituer aux puissances régaliennes : elle ne serait pensée que pour intervenir en premier ressort, et passerait rapidement le relais aux Etats ». Il précise en outre – à destination des potentielles grandes fortunes intéressées – que sa Fepces « n'a pas pour objet de s'affranchir des politiques de justice fiscale des Etats européens ». Autrement dit, ce ne sera pas une manière commode de couper aux impôts.

Faut-il croire à l'effondrement généralisé ? L'avis des spécialistes

Reste un handicap de taille à surmonter : la culture européenne, contrairement à l'anglo-saxonne, est portée à la méfiance quand il s'agit de philanthropie exercée par les grandes fortunes – voir les critiques qu'essuie depuis des années la Fondation Gates pour ses actions en Afrique ou en Amérique latine, ou les railleries qui ont accueilli les dons de François Pinault et Bernard Arnault pour la reconstruction de Notre-Dame. Est-il bien « rentable » en termes d'image publique, quand on est riche et européen, de casser sa tirelire pour du mécénat ? Ce n'est pas certain.

« La raison dans l'éthique »

Mais Francis-André Wollman veut croire que le « modèle » George Soros, ce milliardaire d'origine hongroise qui dépense sans compter pour des projets dans le monde entier, pourrait être amené à faire des petits. « *Les plus fortunés du continent ont vécu ces derniers mois de crise de la même manière que le reste de la population, dit-il. Je pense que beaucoup commencent à se demander à quoi cela sert de s'enrichir s'ils doivent voir des territoires entiers s'enfoncer dans les crises répétées. Je crois assez à la raison dans l'éthique.* » Pour le moment, les milliardaires anglo-saxons se sont surtout signalés par des démarches hyperindividualistes – la construction de bunkers surprotégés en Nouvelle-Zélande pour se réfugier en cas d'effondrement écologique. Espérons que la Fepces puisse ouvrir une nouvelle ère.

Arnaud Gonzague